

Emmanuel Macron nous avait annoncé des changements, la fin du monde d'avant. La fédération SUD Santé Sociaux n'a jamais été dupe. La Macronie continue à nous enfumer, à nous mépriser. Après les belles paroles du 17 mars "la santé gratuite est un bien précieux quand le destin frappe" "il y a des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché", après les mensonges d'état, l'imposture du Ségur, le remaniement ministériel nous laisse présager du pire pour cette fin de quinquennat.

Nos pires craintes sont confirmées avec la nomination de **Jean Castex**. Le nouveau premier ministre, bien connu dans le monde de la santé, au-delà de son rôle de coordinateur national à la stratégie de déconfinement, est un des fossoyeurs de l'hôpital public puisqu'il a été un promoteur de la tarification à l'activité dans les hôpitaux, responsable de la marchandisation des soins au mépris des besoins de la population et de la gestion catastrophique de la crise sanitaire.

Olivier Véran reste au Ministère des Solidarités et de la Santé. Pour rendre efficient son ministère, il est aujourd'hui accompagné de **Brigitte Bourguignon**, en charge de l'autonomie. Cette dernière est loin d'être une inconnue aux travailleurs du social, puisqu'elle a été un des piliers sous Hollande de la casse du travail social. Cette grande dame des états généraux du travail social qui par son rapport en 2015 a contribué largement au processus de transformation radical du travail social. Celle-là même qui en tant que député du Pas de Calais, dans sa proposition de loi en 2018, proposait l'abandon des contrats jeunes majeurs au profit du contrat d'accès à l'autonomie, rendant la prise en charge par les services de l'Aide Sociale à l'enfance non automatique, véritable coup de poignard pour des milliers de jeunes, premier pas de la casse de la protection de l'enfance...on connaît la suite.

L'insertion sort du champ des solidarités et se trouve transférée au ministère du travail, perdant toutes dimensions d'accompagnement social. Mais cela le gouvernement n'en a cure puisqu'il charge **Brigitte Klinkert**, nouvelle ministre déléguée à l'emploi en charge de l'insertion. Celle-ci même qui en tant que présidente du Conseil Départemental du Haut Rhin, en 2019 a validé l'expérimentation du bénévolat contre le versement du RSA. La réinsertion par le bénévolat, cela laisse pantois et n'envisage rien de bon pour toutes et tous les bénéficiaires de minima sociaux.

Le ministère de la fonction publique de son côté vient de changer de nom et est devenu le ministère de la Transformation et de la Fonction publique. Et a été mis à sa tête l'instigatrice de la suppression de l'ISF (impôt sur les grandes fortunes) **Amélie de Montchalin**. Cela nous fait craindre une accélération là aussi de la mise en place de la loi de transformation (de liquidation) de la fonction publique.

Roselyne Bachelot, elle, est de retour au gouvernement, certes pas à la santé où elle avait largement participé au démantèlement de l'hôpital public avec sa loi Hôpital Patients Santé Territoire, mais hérite de la culture où les mois à venir s'annonce très sombre.



Au vu de sa présence ces dernières années dans des médias controversés, relevant plus de l'inculture que de la culture, son amour seul de l'opéra lui ouvrirait donc les portes de ce ministère où les mois à venir s'annoncent très sombre pour les intermittent-es du spectacle. Participera-t-elle là aussi à la mise en place du paiement à l'acte : danseurs.euses payé.e.s au pas de danse? musicien.ne.s à la note de musique? écrivain.e.s au nombre de caractère ?

Quant à l'égalité femmes/hommes, Grande cause nationale, c'est une véritable déclaration de guerre qui est faite aux femmes et à toutes les victimes des violences patriarcales : au poste de Ministre de l'intérieur, **Gérald Darmanin** qui est visé par une enquête pour viol, et au poste de Ministre de la Justice **Eric Dupont-Moretti** qui lors de ses plaidoiries, s'est illustré par son sexisme et la défense de la culture du viol.

Ils sont en train de mettre en place un gouvernement qui leur permettra d'étouffer les affaires et celles à venir, une immunité totale, nous ne serons pas complices.

La Fédération SUD Santé Sociaux dénonce ce gouvernement scélérat, qui loin du changement préfigure d'une accélération des politiques En Marche, soldant la France sur l'autel de l'économie de marché.

Le temps des héros, le temps où les 1^{er}.e.s de corvée étaient mis en avant est bien révolu pour le gouvernement. Le monde d'après emprunte dangereusement le chemin d'avant 1848.

Nous allons subir de plein fouet l'accélération de la privatisation de la fonction publique, la casse des retraites, du social et du médico-social, le saccage de la protection sociale à la française.

Pour la Fédération SUD Santé Sociaux seule une contestation massive pourra nous faire entendre. Construisons-là dès le 14 juillet !

Public, privé, agent.e.s, salarié.e.s, étudiant.e.s, précaires, sans emploi, retraité.e.s, toutes et tous dans la rue avec les premier.e.s de corvées pour un contre défilé révolutionnaire !

Paris le 7 juillet 2020

Contact : federation@sudsantesociaux.org

